

## SYRIE

## Vers des frappes «symboliques et limitées» ?

**Les probables frappes aériennes occidentales sur la Syrie viseront certainement l'armée, les services de renseignement et peut-être des lieux symboliques du régime mais ne modifieront pas le rapport de force dans le pays, estiment des spécialistes.**

Ces raids seront menés avec des missiles Tomahawk embarqués sur des navires croisant en Méditerranée et/ou des chasseurs-bombardiers opérant en dehors de l'espace aérien syrien. Ils visent à «punir» le régime de Bachar al-Assad et à lui envoyer un message, pas à anéantir ses capacités militaires et à donner un avantage décisif à la rébellion, assurent-ils. «Les cibles devraient inclure les quartiers généraux, dans la région de Damas, et les casernes de la 4<sup>e</sup> division blindée et de la Garde républicaine, deux unités très impliquées dans le bombardement de secteurs civils», estime Jeffrey White, du centre de réflexion Washington Institute for Near East Policy. La Garde républicaine, réputée être l'une des unités les mieux armées et entraînées du pays, est commandée par Maher al-Assad, frère du président syrien. Très redoutée, elle est spécialement chargée de la défense de la capitale. «Les forces alliées devraient également viser les quartiers généraux de l'armée, des services de renseignement et les centres de commandement responsables des opérations dans la région de la

capitale», ajoute-t-il. Le général français Vincent Desportes, ex-directeur de l'Ecole de guerre à Paris, confie à l'AFP que «ces frappes seront plus symboliques que militaires. Il s'agit de rétablir la crédibilité occidentale en faisant quelque chose. La ligne rouge proclamée ne peut avoir été franchie à ce point sans que l'on fasse quelque chose, faute de quoi toute la crédibilité américaine serait perdue, spécialement vis à vis de l'Iran».

«Mais il ne faut pas en faire trop, car si le président Assad meurt ou si le régime s'effondre, on irait vers un bain de sang terrible, un chaos à l'échelle du pays. Ce serait un nouvel échec stratégique, à l'image de ce qui s'est passé en Libye», ajoute-t-il.

«On va frapper de manière brève, des cibles symboliques: des bâtiments de pouvoir, le palais gouvernemental si on est sûr qu'Assad n'est pas dedans, le ministère de la Défense, un certain nombre de cibles d'intérêt militaire, des centres de commandement et des bases aériennes. Tout le monde a intérêt à ce que ce soit quelque chose de limité». Les raids, que des fuites



Photo : DR.

orchestrées à dessein dans les capitales concernées annoncent déjà comme limitées dans le temps et l'espace, ne seront pas suffisantes pour dégrader suffisamment les capacités militaires du régime et faire pencher la balance en faveur de l'insurrection, assurent les spécialistes, même si Jeffrey White estime qu'elles pourraient «encourager des fissures au sein du régime et augmenter les défections».

Pour Christopher Harmer, analyste naval à l'Institute for the Study of War, des volées de missiles, qui frappent leurs cibles avec beaucoup de précision mais n'ont pas de capacités de destruction extraordinaires, «ne peuvent pas éliminer les capacités militaires ou chimiques du régime et ne peuvent que dégrader de façon temporaire sa capacité à mener des opérations».

La flotte américaine dispose actuellement d'environ deux cents missiles Tomahawk sur quatre navires croisant en Méditerranée, «un chiffre plus que suffisant pour mener une série de frappes d'intensité moyenne sur des cibles variées», précise M. Harmer. Mais le compte à rebours étant pratiquement public et les intentions des pays occidentaux clairement affi-

chées, il est probable que les coûteux missiles ne vont détruire que des bâtiments évacués depuis plusieurs jours, des postes de commandement désertés ou des pistes d'aviation rapidement réparables,

estiment les experts. «Des cibles choisies uniquement pour punir le régime Assad n'auront que peu d'impact sur les enjeux stratégiques», conclut Christopher Harmer.

### L'enquête onusienne sur les armes chimiques nécessite quatre jours

La mission d'enquête des Nations unies sur une attaque présumée aux armes chimiques en Syrie, a besoin de quatre jours pour achever son travail sur place, a indiqué hier le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon. «Laissez les terminer leur travail en quatre jours», a déclaré M. Ban lors d'une conférence de presse à La Haye. Un porte-parole de Ban Ki-moon a par la suite précisé qu'il s'agissait de quatre jours de travail sur place à partir du début de la mission, soit lundi.

Malgré des tirs sur leur convoi, les experts s'étaient rendus lundi sur les lieux de l'attaque présumée, près de Damas, où ils ont procédé, selon l'ONU, à une collecte «productive» de preuves. Ils devaient continuer mardi, mais leur mission avait été repoussée à hier faute, selon Damas, de garanties des rebelles sur leur sécurité. Ces derniers ont nié ces accusations. «Ensuite, les experts devront faire des analyses scientifiques, puis nous devons faire un rapport au Conseil de sécurité afin qu'il entreprenne les actions qu'il juge nécessaires», a ajouté le chef de l'ONU.

Concernant une éventuelle intervention militaire en Syrie, évoquée par des pays occidentaux, Ban Ki-moon a souligné que «c'est la Charte des Nations unies qui détermine le cadre des actions qui peuvent être engagées pour préserver la paix et la sécurité internationales».

### Damas prévient que la Syrie sera «le cimetière des envahisseurs»

Le Premier ministre syrien, Waël al-Halqi, a prévenu mercredi les pays occidentaux que son pays serait le «cimetière des envahisseurs» en cas d'intervention militaire. «La Syrie (...) va surprendre les agresseurs comme elle les a surpris pendant la guerre (israélo-arabe) d'Octobre (1973) et sera le cimetière des agresseurs», a indiqué le Premier ministre cité par la télévision d'Etat. La guerre d'Octobre, ou la guerre du Kippour, avait été déclenchée par une offensive surprise de l'Égypte et de la Syrie contre Israël, faisant subir des revers à l'Etat hébreu avant que celui-ci ne finisse toutefois par l'emporter après trois semaines de combats acharnés, et au prix de 2 650 morts. La nouvelle mise en garde du régime syrien intervient alors que plusieurs pays occidentaux semblent sur le point de lancer une action militaire contre le régime pour le «punir» d'avoir lancé une attaque meurtrière présumée à l'arme chimique le 21 août.

«Leurs menaces colonialistes ne nous terroriseront pas en raison de la volonté et la détermination du peuple syrien, qui n'accepte pas d'être humilié», a poursuivi le Premier ministre.

Il a répété, comme le soutient le régime depuis qu'il est accusé de l'attaque du 21 août, que les pays occidentaux étaient en train de mentir en imputant l'attaque au régime, ce qui leur fournirait prétexte pour une frappe. «Le Premier ministre assure (...) que les pays occidentaux, Etats-Unis en tête, inventent des scénarios mensongers et préparent des prétextes fictifs pour intervenir militairement en Syrie», a rapporté la télévision d'Etat syrienne.

## CONTRIBUTION

# Chabihas, cannibales, Sherif et Ordre International

**«Réduire les capacités stratégiques du régime syrien», tel serait l'objectif que poursuivraient les frappes de la coalition anglo-franco-états-unienne.**

Il y a quelques semaines le rééquilibrage du rapport de force sur le front syrien devait passer par la livraison d'armes aux militaires anti-Assad. L'utilisation des armes chimiques, au-delà de l'excitation médiatique planétaire, n'aura rien changé aux stratégies en œuvre sur ce théâtre de guerre. Neutraliser la Syrie en l'enfonçant durablement dans un équilibre instable entre les phalanges de l'enfer : le régime despotique de Bechar Al Assad et la menace théocratique de ses opposants armés. La rivalité entre les deux belligérants ne va pas s'arrêter de repousser les limites atteintes dans l'horreur et la monstruosité. Les forces nationales syriennes disqualifiées pour longtemps risquent de rester durablement otages de ce bellicisme démentiel. Elles ne sont pas les seules à subir ce piège.

Les forces de paix, de par le monde, sont elles aussi déstabilisées par une situation qui ne semble faire place qu'aux va-t-en-guerre.

Chabihas déchaîné d'un côté, cannibales mangeurs de cœurs de l'autre, et cowboys justiciers par la grâce des financements d'Émirats bédouins obscurantistes tout aussi «bedaineux» que haineux. Difficile d'imaginer, dans ces conditions, une solution politique nationale démocratique syrienne. Le seul bénéficiaire de la situation est la puissance impériale états-unienne qui a fait chuter une pièce importante du «grand échiquier». Y compris «la solution politique» à laquelle appellent les humanistes et les diverses gauches ne peut que s'inscrire dans la logique imprimée par le front impérialo-réactionnaire : neutralisation durable des potentiels nationaux démocratiques cumulés dans les pays qui ont arraché leurs libérations nationales et nourrit des ambitions développementalistes et/ou souverainistes sur leurs ressources. La néocolonisation se consolide, s'élargit et s'étend.

Condamner et rejeter les frappes en cours de préparation est une lapalissade. Bien sûr qu'elles ne feront qu'«ajouter la guerre à la guerre». Seulement cette condamnation ne suffit pas. La dénonciation des postures de

«justiciers» que s'arrogent les puissants de ce monde ne peut que s'accompagner par le constat de l'incapacité de la communauté internationale à mettre un terme aux horreurs qui se perpétrent en Syrie, et ailleurs. Cela aussi doit interpeller tous ceux qui sont soucieux de la paix et la stabilité dans le monde. Les situations que nous revivons en ce moment soulignent encore une fois l'anachronisme du système des relations internationales entièrement soumis à des logiques de puissance et de domination. Ce système en plus d'être figé en l'état déterminé par le rapport des forces établi au sortir de la Seconde Guerre mondiale, est entièrement soumis aux nouveaux pouvoirs oligarchiques mondiaux qui ont émergé de l'accélération de la mondialisation. Ces deux logiques de puissance (militaire) et de domination (oligarchique financière) s'articulent en une dictature mondiale qui fait le pari de ne jamais secréter son fossoyeur. Les institutions internationales, rétrogradées dans la terminologie mondialiste en «institutions multilatérales», ne peuvent prétendre au même niveau d'intégration mondiale que la finance ! Elles ne

Par Mohand Bakir

peuvent amorcer leurs marches pour aller de leurs états de «lieux de négociations» vers celui de «lieux de souveraineté». Le seul lieu de pseudo-souveraineté planétaire, en dehors de ceux de l'oligarchie financière mondiale, reste le Conseil de sécurité de l'ONU figé dans l'état où il a été établi en 1945. Cet aspect des choses est important.

N'y a-t-il pas lieu, pour les peuples et leurs forces nationales démocratiques, de penser un autre système des relations internationales ? Ne faudrait-il pas penser la mondialisation autrement que par le repli sur les espaces nationaux ? L'humanité n'a-t-elle pas atteint un stade où elle peut accéder à la capacité de mettre un terme à des horreurs — telles celles qui se déroulent en Syrie — autrement que par l'intervention de shérifs financés par des potentats islamistes ? Pour les humanistes, les progressistes et toutes les gauches, il y a là un immense chantier, celui de la conquête de nouveaux espaces de souveraineté face à la dictature mondiale de l'impérialisme.

M. B.